

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Il y a 30 ans, les missiles nucléaires quittaient le plateau d'Albion



Le 16 septembre 1996 a marqué la fin de l'alerte opérationnelle et le début du démantèlement de la base de missiles stratégiques du plateau d'Albion. Retour sur une opération de défense qui a fortement impacté le territoire, notamment le Pays d'Apt.

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, Charles de Gaulle souhaite redonner une place importante à la France au sein du monde, il lui faut donc disposer de l'arme nucléaire afin de garder la paix et son indépendance. Après de nombreuses années à composer les forces nucléaires stratégiques du pays, il est décidé d'installer les missiles sur le plateau d'Albion en avril 1965.

Du 2 août 1971 au 16 septembre 1996, le système sol-sol balistique stratégique du plateau a été en fonctionnement permanent. Un quart de siècle qui ont profondément changé le territoire, notamment le

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Pays d'Apt, qui a accueilli la majeure partie des militaires affectés à l'unique site terrestre français de dissuasion nucléaire.



Un missile S3 dans un silo sur la zone de lancement 1

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026



Missile S3 dans l'AVV (atelier assemblage vecteur) avant son installation

©Pierre Laurens/ECPAD/Défense

Un périmètre à cheval sur trois départements

Le Plateau d'Albion, c'est 800 km² touchant le Vaucluse, la Drôme et les Alpes-de-Haute-Provence, situé au sud-est du Mont Ventoux et au sud de la montagne de Lure. Un « beau désert », avait-il été qualifié autrefois, sur lequel ont été installées la base aérienne 200 Apt-Saint-Christol et 18 zones de lancement, accueillant ainsi le 1er Groupement de Missiles Stratégiques (1er GMS) et l'entreprise Aérospatiale.

Le site de Valensole a aussi été envisagé, aux côtés d'autres territoires, mais c'est finalement le plateau d'Albion qui a accueilli les missiles nucléaires, grâce à son sous-sol qui est idéal avec un calcaire facile à travailler, suffisamment résistant pour encaisser des chocs, et à l'écart de la zone sismique de la Durance.

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026



Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026



Le 1er GMS a occupé la base aérienne 200 Apt-Saint-Christol de 1971 à 1998, quand a eu lieu l'évacuation de la dernière tête nucléaire du plateau d'Albion. Elle a été chargée de la mise en œuvre des 18 missiles nucléaires.

L'entreprise Aérospatiale a joué un rôle central dans la conception, l'installation et la maintenance des systèmes d'armes stratégiques du plateau d'Albion.

Le Cercle Mixte de l'Armée de l'Air gérât les services de restauration, d'hôtellerie et de loisirs pour le personnel militaire et civil.

Photos : vues aériennes de la plate-forme de surface du PCT (Postes de Conduite de Tir) 1 liées au site nucléaire d'Albion. ©Pierre Laurens/ECPAD/Défense



Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Apt, le lieu parfait pour les installations militaires

Alors que plusieurs communes autour du plateau ont été envisagées pour accueillir les installations militaires, comme Manosque, Carpentras ou encore Sault qui a rapidement été écarté de par sa taille, c'est finalement à Apt que le service du génie et une direction des travaux spéciaux du génie ont été créés en 1996.

En parallèle, plusieurs infrastructures annexes sont venues compléter les installations proprement militaires telles que la cité Saint-Michel, d'une capacité de 874 logements, avec ses équipements (marché, agence postale, chapelle, écoles maternelle et primaire), le Cercle mixte de l'Air d'Apt, destiné à faire le lien entre les populations civiles et militaires, aujourd'hui transformé en hôtel (Hôtel Castel Luberon, 3 étoiles), ainsi que le centre d'accueil, lieu de repos pour les appelés du contingent en permission à Apt.

L'arrivée de près de 4 000 personnes sur le territoire

« Ce ne fut pas facile de passer d'un seul coup de 7 500 habitants à 11 500 », dévoilait le Général Louis Benoit, premier commandant du 1er GMS dans un entretien au journal bimestriel *Le Pays d'Apt* en novembre 1996. La majorité de ces nouveaux habitants s'est installée à Apt et les communes alentours (Gargas, Rustrel, Saint-Saturnin-lès-Apt...)

C'est un chamboulement qu'a vécu le territoire avec l'arrivée de près de 4 000 personnes comprenant les militaires, les civils et leurs familles. « Dès 7 heures du matin on ne trouvait plus de pain, confiait le Général. Impossible d'acheter un tuyau de gaz pour faire chauffer l'eau du petit déjeuner. Monoprix qui avait prévu de fermer en été pour les congés maintint sa position malgré plus de mille familles qui devaient s'équiper. »

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Lieux de résidence des familles de militaires

	Militaires	Aérospat.	Civils	Epouses	Enfants	Total
Apt	455	34	35	486	579	1589
Avignon	4	0	0	4	3	11
Banon	17	0	0	13	21	41
Carpentras	30	0	5	29	46	110
Gargas	90	19	2	90	185	386
Rustrel	35	5	3	38	84	165
Sault	46	4	1	49	78	178
St Saturnin	37	8	0	35	76	156
St Christol	50	2	1	53	79	185
Reste 84	115	13	0	113	179	420
Départ. 04	50	2	7	47	82	188
Départ. 26	26	0	0	24	51	101
Autres	47	3	0	44	80	174
Total	992	90	54	1025	1543	3704

Sources : 1^{er} G.M.S. - 1990 Mémoire Y. Rambaud et G. Bernard

© Le Pays d'Apt / Archives municipales de la Ville d'Apt

Une économie locale florissante

Rien que pour le Pays d'Apt et ses alentours, la base aérienne 200 représentait environ 3 380 personnes, militaires actifs et retraités et civils, ainsi que leurs familles, soit près de 160M de francs injectés par an par cette population. Une aubaine pour les commerçants qui ont vu leurs affaires prospérer, ce qui a permis à certains de générer plus d'emplois et donc plus de revenus, et ainsi de suite.

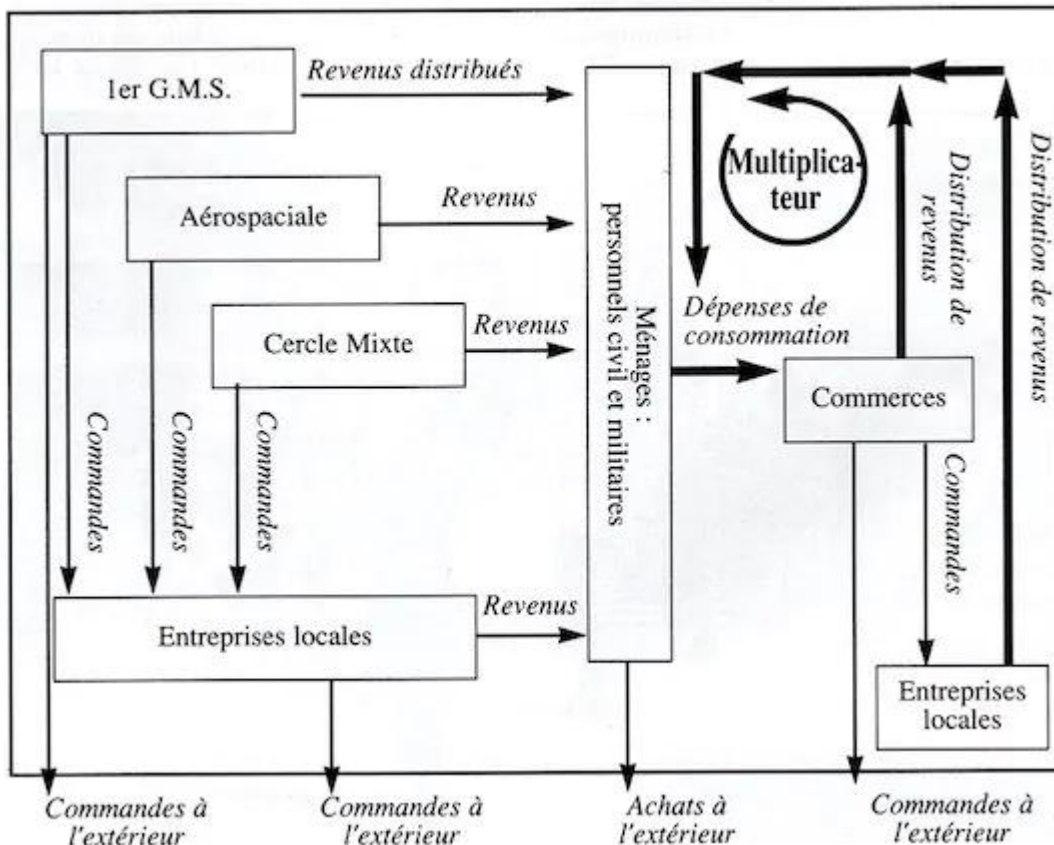
Aérospatiale et le Cercle Mixte de l'Armée de l'Air ont aussi permis des retombées économiques importantes sur le territoire. Pour le premier, la masse salariale de 90 personnes représentait 14,2M de francs, à laquelle était ajoutée la sous-traitance par les entreprises locales (soit 6,5 M de francs), ainsi que l'achat de matériel, le fonctionnement, les impôts, etc. Pour le second, en 1991 par exemple, 70 000 couverts ont été servis et 25 000 personnes ont été logées. Sur 5M de francs de chiffre d'affaires, il a été estimé que près de la moitié ont été injectés dans l'économie du Pays d'Apt.

De son côté, le 1er GMS a fait travaillé 70 entreprises du Pays d'Apt qui ont totalisé 11M de francs de commandes rien qu'en 1991. Sur les 17 entreprises de fournitures alimentaires, une seule était locale et on a pu estimer l'injection annuelle locale à 3M de francs. Les travaux du génie et l'entretien du patrimoine immobilier ont mobilisé, cette même année, 42 entreprises du Pays d'Apt qui se sont partagées 2/3 du budget annuel du génie soit 20M de francs. De plus, le Ministère de la Défense a mis en

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

place un crédit annuel de 5M de francs auprès des Directions de l'Équipement des trois départements qui possèdent des installations militaires, dont le Vaucluse, pour l'entretien des routes reliant les silos.

SCHEMA DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE LA BASE SUR L'ÉCONOMIE LOCALE



©Le Pays d'Apt / Archives municipales de la Ville d'Apt

L'annonce du démantèlement des missiles

Alors que tout semblait aller pour le mieux pour les entreprises et commerçants du territoire, mais aussi pour les habitants qui ont accepté les militaires et leurs familles, Jacques Chirac, alors président de la République, a annoncé le 16 septembre 1996 la fin de l'alerte opérationnelle et le début du démantèlement de la base de missiles stratégiques du plateau d'Albion.

« 25 ans d'alerte et 25 minutes seulement pour rayer de la carte le seul site européen de missiles nucléaires. »



Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

« 25 ans d'alerte et 25 minutes seulement pour rayer de la carte le seul site européen de missiles nucléaires », pouvait-on entendre dans un reportage télévisé de France 3 Marseille ce jour-là. De-là, si certains antimilitaristes ont ressenti un soulagement, estimant que la base représentait une menace et faisait du Pays d'Apt une cible privilégiée en cas d'attaque ennemie, de fortes inquiétudes se sont élevées parmi la population, mais aussi parmi les élus locaux. Pour eux, les militaires étaient des consommateurs qui maintenaient le niveau d'emploi. Une question subsistait : comment l'économie du territoire allait-elle survivre après la fermeture de la base ?

Une inquiétude quant à l'avenir du territoire

Jacques Chirac a assuré qu'il resterait particulièrement attentif au maintien du niveau d'emploi et des activités économiques de la région suite au retrait du service de la composante sol-sol du plateau d'Albion. Charles Millon, alors ministre de la Défense, de son côté, a indiqué que l'État ne compenserait pas les restructurations, mais qu'il les accompagnerait. Les élus locaux de l'époque, quant à eux, ont regretté de n'avoir été ni informés ni consultés quant à la suite des événements.

Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026





Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Missile S3 à l'intérieur du silo A2 sur la zone de lancement 1.

Les missiles ont été retirés progressivement de septembre 1996 à février 1998. ©*Pierre Laurens/ECPAD/Défense*

Deux préoccupations majeures sont donc apparues. Premièrement, l'impact du départ d'autant d'habitants, sachant que le canton d'Apt (soit un peu plus de 20 000 habitants) allait supporter à lui seul environ 60% des pertes directes ou induites suivant la fermeture d'Albion, ce qui allait engendrer la suppression d'emploi, la fermeture de classes dans l'enseignement, la hausse du taux de chômage, l'augmentation de logements vacants, mais aussi la chute des revenus fiscaux et donc des investissements, etc.

Deuxièmement, le devenir des zones de lancement. Allaient-elles subir une conversion militaire ou bien une conversion civile ? De nombreuses questions se sont posées entre l'annonce du démantèlement en septembre 1996 et le retrait du dernier missile en février 1998. Ce qui a donné lieu à de nombreuses manifestations, à l'initiative de communes ou d'associations pour l'emploi et l'économie souhaitant sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics sur la nécessité d'un plan de reconversion réussi en sauvegardant les emplois.

L'impact du démantèlement selon un rapport Insee de l'époque :

Le périmètre d'impact se serait limité à quinze communes réparties dans les trois cantons d'Apt, Sault et Banon.

L'impact du 1er GMS a pu être évalué à 3 191 habitants sur ce périmètre soit 13,7% de la population. La perte des emplois induits et entraînés se situerait à 492, principalement dans les services non marchands (12,6%).

La ville d'Apt aurait représenté 60% de l'impact total. Saint-Christol et Rustrel auraient eu les plus forts taux d'impact relatif.

Source : *Le Pays d'Apt* / Archives municipales de la Ville d'Apt

Plusieurs pistes pour la reconversion du plateau d'Albion

Ce sont donc plusieurs hypothèses qui ont émergé quant à l'avenir du plateau d'Albion. Il y a d'abord eu la possibilité de l'arrivée d'hélicoptères avec un centre de formation. Une idée qui a été rapidement écartée car les villes du Luc et de Dax ne souhaitaient pas laisser partir leur école et le budget de la France ne permettait pas d'envisager un troisième centre de formation. Deux autres hypothèses davantage plausibles étaient sur la table, à savoir un centre d'écoutes électro-acoustiques et de télé-détection, ou encore une école de formation de cadres pour cette mission et un centre d'archivages de documents secrets.



Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Enfin, a été envisagée une conversion mixte avec une dominante militaire, car le plateau d'Albion est vaste, fonctionnel, adaptable, et bien situé, proche de la Méditerranée mais assez éloigné du littoral pour être protégé et pour être opérationnel immédiatement, et un complément civil. En revanche, tous se sont résolus à l'idée que cette conversion ne pourrait jamais compenser pleinement la fermeture de la base aérienne 200.

Une reconversion accompagnée financièrement

En juillet 1998 était prévue une enveloppe de 71M de francs (soit 10,8M€), comprenant des aides européennes au titre du programme 'Konver', des crédits d'État, de la Région et des départements concernés par le plateau d'Albion.

Selon nos confrères des *Echos*, ces aides ont permis la création d'une centaine d'emplois directs, dont 60 pour Eurosilicone qui a transféré ses activités de la région parisienne à Apt, mais aussi d'améliorer des infrastructures locales, revitaliser des villages et participer au développement de nombreux micro-projets touristiques.

Qu'est devenu le plateau d'Albion ?

Finalement, dès 1999, le 2e régiment étranger de génie (2e REG) de la Légion étrangère, qui compte environ 1 000 personnes, a été créé et s'est installé sur le site. La base aérienne 200 Apt-Saint-Christol est finalement devenue le quartier Maréchal Koenig. Quatre ans plus tard, la Direction générale de la Sécurité extérieure a installé une station d'écoute sur la base.

De ce démantèlement est aussi né le Laboratoire Souterrain à Bas Bruit, situé à Rustrel, un laboratoire scientifique fondé en 1997, à l'initiative, entre autres, de la communauté de communes du Pays d'Apt, du Département de Vaucluse, de la Région PACA, des université de Nice Sophia Antipolis, Avignon et Marseille, et du CNRS-INSU.

[\(Vidéo\) Brut dévoile les secrets du 'bunker géant' devenu laboratoire scientifique unique](#)

Plusieurs autres zones de lancement ont quant à elles été aplanies, défrichées et reconverties en parcs de panneaux solaires. À Lagarde d'Apt, une ancienne zone accueille l'observatoire astronomique Sirene depuis 2001, et une autre le Bistrot de Lagarde. Une ancienne zone de lancement fait aujourd'hui l'objet d'un important programme d'étude, de sauvegarde et de valorisation patrimoniale conduit par le COMPPAS (Conservatoire des Métiers du Patrimoine de Provence Alpes du Sud).



Ecrit par Vanessa Arnal-Laugier le 16 septembre 2026

Quid de l'économie locale ?

Globalement, la reconversion du plateau d'Albion a finalement été considérée comme une réussite, le territoire ayant gardé une présence militaire en accueillant le 2e REG et grâce à la reconversion de plusieurs zones de lancement.

Aussi, cette période a permis l'essor du tourisme, qui aujourd'hui constitue un atout indispensable de l'économie du territoire qui mise notamment sur le côté nature avec le Parc naturel régional du Luberon, mais aussi sur son patrimoine avec les ocres, ou encore sur son agriculture avec la lavande, la truffe, ou encore l'œnotourisme.

- 1945 : le Général de Gaulle souhaite que la France ait l'arme nucléaire pour être indépendante et en paix
- 1958 : premier essai d'une arme atomique
- 1963 : la composition des forces nucléaires stratégiques est arrêtée avec 50 Mirage IV, 20 à 30 sols-sols balistiques stratégiques, 3 sous-marin nucléaire lanceur d'engins à 16 missiles
- 1960 : le Général de Gaulle annonce que la France « n'a plus besoin de protecteur »
- avril 1965 : l'implantation des missiles sur le site d'Albion est décidée
- 1968 : passage au thermonucléaire
- septembre 1968 : création du 1er GMS confié au général Louis Benoit
- 2 août 1971 – 16 septembre 1996 : 25 ans d'alerte opérationnelle, de veille permanente
- 16 septembre 1996 : annonce du démantèlement de la BA 200 et début du retrait des missiles
- 26 février 1998 : départ définitif de la dernière tête nucléaire d'Albion